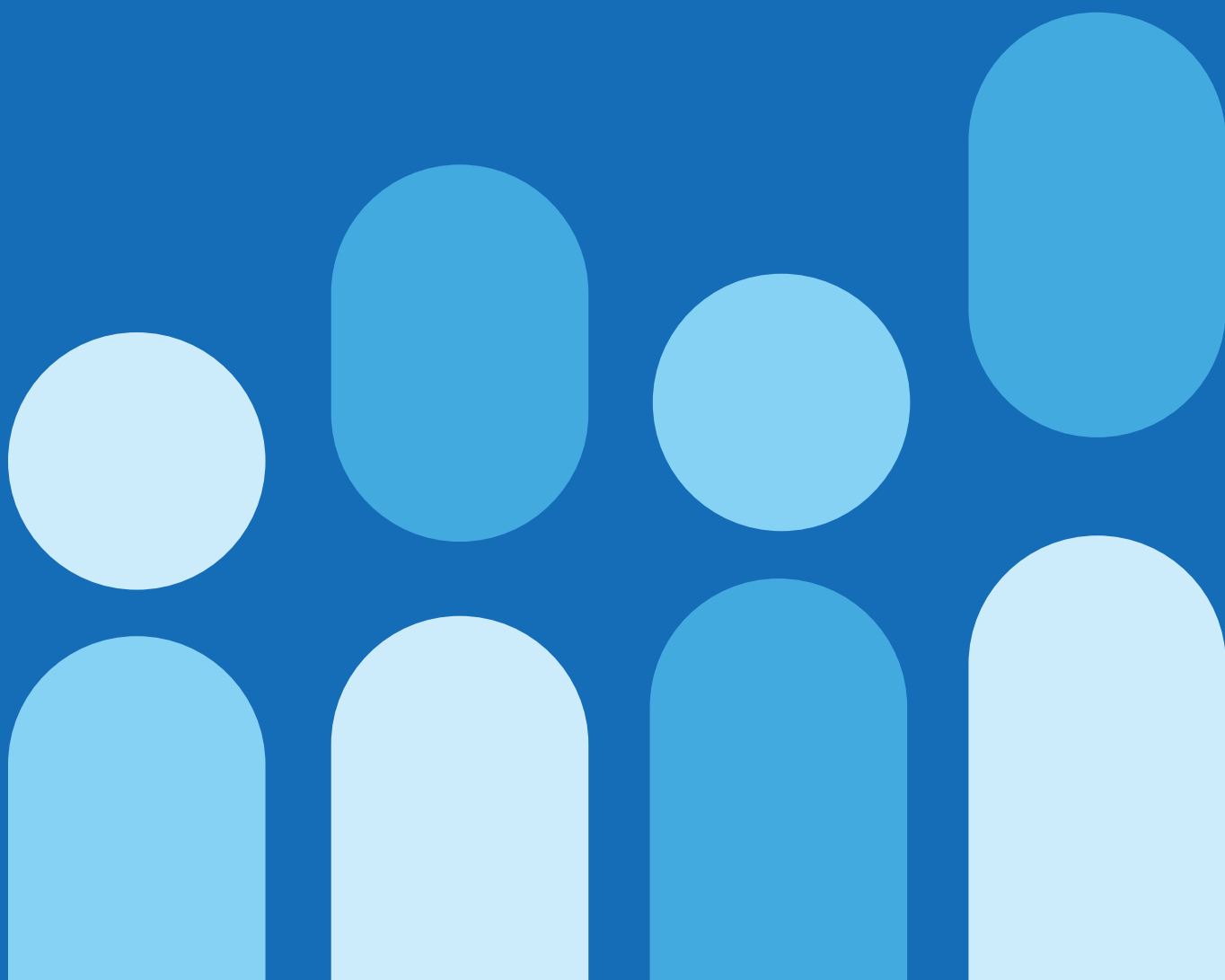




Informations financières supplémentaires

Exercice clos le 31 mars 2026
Groupe Stingray Inc.



PRINCIPAUX INDICATEURS DE RENDEMENT

Trimestre clos le 31 mars 2026 (le « quatrième trimestre de 2026 » ou « T4 2026 »), non audité

<p>137,8 M\$</p> <p>▲ 43,6 % par rapport au T4 2025 Produits</p>	<p>64,6 M\$</p> <p>▼ 944,2 % par rapport au T4 2025 Perte nette ou 0,95 \$ par action – diluée</p>	<p>35,2 M\$</p> <p>▼ 11,3 % par rapport au T4 2025 Flux de trésorerie liés aux activités d’exploitation ou 0,52 \$ par action – dilués¹⁾</p>
<p>42,5 M\$</p> <p>▲ 21,3 % par rapport au T4 2025 BAIIA ajusté¹⁾</p>	<p>20,8 M\$</p> <p>▲ 12,1 % par rapport au T4 2025 Bénéfice net ajusté¹⁾ ou 0,31 \$ par action – dilué¹⁾</p>	<p>20,1 M\$</p> <p>▲ 9,1 % par rapport au T4 2025 Flux de trésorerie disponibles ajustés¹⁾ ou 0,30 \$ par action – dilués¹⁾</p>

Exercice clos le 31 mars 2026 (« exercice 2026 »), non audité

<p>471,6 M\$</p> <p>▲ 21,9 % par rapport à l’exercice 2025 Produits</p>	<p>28,6 M\$</p> <p>▼ 178,4 % par rapport à l’exercice 2025 Perte nette ou 0,42 \$ par action – diluée</p>	<p>116,6 M\$</p> <p>▲ 11,0 % par rapport à l’exercice 2025 Flux de trésorerie liés aux activités d’exploitation ou 1,72 \$ par action – dilués¹⁾</p>
<p>160,2 M\$</p> <p>▲ 12,6 % par rapport à l’exercice 2025 BAIIA ajusté¹⁾</p>	<p>90,3 M\$</p> <p>▲ 24,3 % par rapport à l’exercice 2025 Bénéfice net ajusté¹⁾ ou 1,33 \$ par action – dilué¹⁾</p>	<p>102,1 M\$</p> <p>▲ 22,1 % par rapport à l’exercice 2025 Flux de trésorerie disponibles ajustés¹⁾ ou 1,50 \$ par action – dilués¹⁾</p>

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 25 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action – dilués, non audité)	3 mois				12 mois					
	31 mars 2026		31 mars 2025		31 mars 2026		31 mars 2025		31 mars 2024	
	T4 2026		T4 2025		Exercice 2026		Exercice 2025		Exercice 2024	
	Montants (en dollars)	Pourcentage des produits	Montants (en dollars)	Pourcentage des produits	Montants (en dollars)	Pourcentage des produits	Montants (en dollars)	Pourcentage des produits	Montants (en dollars)	Pourcentage des produits
Produits	137 825	100,0 %	96 008	100,0 %	471 567	100,0 %	386 891	100,0 %	345 428	100,0 %
Charges d'exploitation	100 732	73,1 %	66 732	69,5 %	339 182	71,9 %	255 282	66,0 %	226 849	65,7 %
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations	15 827	11,5 %	8 076	8,4 %	38 949	8,3 %	30 770	8,0 %	30 133	8,7 %
Charges financières (produits financiers), montant net ¹⁾	10 617	7,7 %	9 516	9,9 %	17 486	3,7 %	42 416	10,9 %	28 883	8,4 %
Variation de la juste valeur des placements	(12)	– %	2	– %	20	– %	(54)	– %	18	– %
Dépréciation du goodwill et des licences de diffusion	64 696	46,9 %	–	– %	64 696	13,7 %	–	– %	56 119	16,2 %
Quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées et des coentreprises	195	0,1 %	(210)	(0,2) %	757	0,2 %	3 381	0,9 %	1 166	0,3 %
Perte (profit) sur la sortie de placements	349	0,3 %	(845)	(0,9) %	1 614	0,3 %	(845)	(0,2) %	–	– %
Autres produits	–	– %	(24)	– %	–	– %	(24)	– %	–	– %
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	17 281	12,5 %	4 129	4,3 %	31 000	6,6 %	8 543	2,1 %	(29)	– %
Bénéfice (perte) avant impôts	(71 860)	(52,1) %	8 632	9,0 %	(22 137)	(4,7) %	47 422	12,3 %	2 289	0,7 %
Impôts	(7 236)	(5,2) %	977	1,0 %	6 438	1,4 %	10 982	2,9 %	16 030	4,6 %
Bénéfice net (perte nette)	(64 624)	(46,9) %	7 655	8,0 %	(28 575)	(6,1) %	36 440	9,4 %	(13 741)	(3,9) %
BAIIA ajusté²⁾	42 492	30,8 %	35 027	36,5 %	160 186	34,0 %	142 199	36,8 %	125 855	36,4 %
Bénéfice net ajusté²⁾	20 811	15,1 %	18 568	19,3 %	90 290	19,1 %	72 654	18,8 %	60 312	17,5 %
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	35 225	25,6 %	39 720	41,4 %	116 558	24,7 %	105 040	27,1 %	118 526	34,3 %
Flux de trésorerie disponibles ajustés²⁾³⁾	20 086	14,6 %	18 411	19,2 %	102 076	21,6 %	83 611	21,6 %	80 794	23,7 %
Dettes nettes²⁾	503 359	–	327 381	–	503 359	–	327 381	–	354 685	–
Ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma²⁾	2,38x	–	2,28x	–	2,38x	–	2,28x	–	2,76x	–
Bénéfice net (perte nette) par action – de base et dilué	(0,95)	–	0,11	–	(0,42)	–	0,53	–	(0,20)	–
Bénéfice net ajusté par action – de base ²⁾	0,31	–	0,27	–	1,33	–	1,06	–	0,87	–
Bénéfice net ajusté par action – dilué ²⁾	0,31	–	0,27	–	1,33	–	1,05	–	0,87	–
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation par action – de base ²⁾	0,52	–	0,58	–	1,72	–	1,54	–	1,72	–
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation par action – dilués ²⁾	0,52	–	0,58	–	1,72	–	1,52	–	1,72	–
Flux de trésorerie disponibles ajustés par action – de base ²⁾³⁾	0,30	–	0,27	–	1,50	–	1,22	–	1,17	–
Flux de trésorerie disponibles ajustés par action – dilués ²⁾³⁾	0,30	–	0,27	–	1,50	–	1,21	–	1,17	–
Produits par secteur										
Diffusion et musique pour entreprises	108 767	78,9 %	64 585	67,3 %	339 160	71,9 %	254 543	65,8 %	216 059	62,5 %
Radio	29 058	21,1 %	31 423	32,7 %	132 407	28,1 %	132 348	34,2 %	129 369	37,5 %
Produits	137 825	100,0 %	96 008	100,0 %	471 567	100,0 %	386 891	100,0 %	345 428	100,0 %
Produits par région										
Canada	44 221	32,1 %	46 793	48,7 %	198 819	42,2 %	198 933	51,4 %	192 293	55,7 %
États-Unis	82 474	59,8 %	38 013	39,6 %	229 877	48,7 %	141 170	36,5 %	103 973	30,1 %
Autres pays	11 130	8,1 %	11 202	11,7 %	42 871	9,1 %	46 788	12,1 %	49 162	14,2 %
Produits	137 825	100,0 %	96 008	100,0 %	471 567	100,0 %	386 891	100,0 %	345 428	100,0 %

Notes :

- 1) Les intérêts payés ont été de 8,5 millions de dollars au T4 2026 (5,3 millions de dollars au T4 2025) et de 23,2 millions de dollars pour l'exercice 2026 (23,8 millions de dollars pour l'exercice 2025 et 25,9 millions de dollars pour l'exercice 2024).
- 2) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 25 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS.
- 3) Un ajustement non significatif a été apporté aux chiffres des flux de trésorerie disponibles ajustés du T4 2024, du T3 2024 et du T2 2024. Cet ajustement était nécessaire parce qu'un élément avait été compté en double dans le calcul initial. L'incidence sur les flux de trésorerie disponibles ajustés comptabilisés : au T4 2024, de 15,3 millions de dollars (0,22 par action – dilués) à 15,6 millions de dollars (0,23 par action – dilués); au T3 2024, de 32,7 millions de dollars (0,47 par action – dilués) à 32,1 millions de dollars (0,47 par action – dilués); et au T2 2024, de 15,6 millions de dollars (0,22 par action – dilués) à 14,6 millions de dollars (0,21 par action – dilués).

PERFORMANCE CONSOLIDÉE

Produits

Échelle mondiale

Les produits du quatrième trimestre de 2026 ont augmenté de 41,8 millions de dollars, ou 43,6 %, pour se chiffrer à 137,8 millions de dollars, en comparaison de 96,0 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2025. La hausse s'explique en grande partie par l'augmentation des produits publicitaires et des produits tirés des abonnements du fait de l'acquisition de Tuneln, et par l'augmentation des ventes de matériel en raison de l'acquisition de The Singing Machine, facteurs contrés en partie par l'incidence négative des taux de change.

Les produits de l'exercice 2026 ont augmenté de 84,7 millions de dollars, ou 21,9 %, pour s'établir à 471,6 millions de dollars, comparativement à 386,9 millions de dollars pour l'exercice 2025. L'augmentation s'explique surtout par la hausse des produits publicitaires attribuable à l'acquisition de Tuneln, par la hausse des produits provenant des chaînes FAST et par l'augmentation des ventes de matériel en raison de l'acquisition de The Singing Machine.

Canada

Les produits générés au Canada ont diminué de 2,6 millions de dollars, ou 5,5 %, pour s'établir à 44,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2026, contre 46,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025. La diminution traduit surtout la baisse des produits provenant du secteur Radio, qui s'explique par la baisse des ventes de temps d'antenne.

Pour l'exercice 2026, les produits générés au Canada ont fléchi de 0,1 million de dollars, ou 0,1 %, pour se fixer à 198,8 millions de dollars, par rapport à 198,9 millions de dollars pour l'exercice 2025. Cette diminution s'explique essentiellement par le recul des produits provenant des solutions médias pour commerces de détail, qui a été en grande partie contrebalancé par la hausse des ventes de matériel et de services d'installation liées à l'affichage numérique.

États-Unis

Les produits générés aux États-Unis ont augmenté de 44,5 millions de dollars, ou 117,0 %, pour atteindre 82,5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2026, comparativement à 38,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025. L'augmentation s'explique surtout par la hausse des produits publicitaires et des produits provenant des abonnements attribuable à l'acquisition de Tuneln, ainsi que par l'augmentation des ventes de matériel en raison de l'acquisition de The Singing Machine, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence négative des taux de change.

Pour l'exercice 2026, les produits générés aux États-Unis ont augmenté de 88,7 millions de dollars, ou 62,8 %, pour atteindre 229,9 millions de dollars, contre 141,2 millions de dollars pour l'exercice 2025. L'augmentation s'explique surtout par la hausse des produits publicitaires et des produits provenant des abonnements attribuable à l'acquisition de Tuneln, par la hausse des produits provenant des chaînes FAST et par l'augmentation des ventes de matériel en raison de l'acquisition de The Singing Machine.

Autres pays

Les produits générés dans les autres pays se sont chiffrés à 11,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2026, en baisse de 0,1 million de dollars, ou 0,6 %, comparativement à ceux de 11,2 millions de dollars inscrits au quatrième trimestre de 2025. Pour l'exercice 2026, les produits générés dans les autres pays se sont chiffrés à 42,9 millions de dollars, en baisse de 3,9 millions de dollars, ou 8,4 %, comparativement à ceux de 46,8 millions de dollars inscrits pour l'exercice 2025. Dans les deux cas, la diminution s'explique essentiellement par la baisse des produits provenant des abonnements, compensée en partie par l'augmentation des produits provenant des chaînes FAST.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation du quatrième trimestre de 2026 ont augmenté de 34,0 millions de dollars, ou 51,0 %, pour s'établir à 100,7 millions de dollars, contre 66,7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des coûts d'exploitation découlant de l'augmentation des produits et à la hausse des charges variables, essentiellement du fait de l'acquisition de Tuneln.

Pour l'exercice 2026, les charges d'exploitation ont augmenté de 83,9 millions de dollars, ou 32,9 %, passant de 255,3 millions de dollars pour l'exercice 2025 à 339,2 millions de dollars. L'augmentation traduit essentiellement la hausse des coûts d'exploitation découlant de l'accroissement des produits ainsi que la hausse des charges variables essentiellement du fait de l'acquisition de Tuneln, de même que la hausse des charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées du fait d'une augmentation du cours de l'action.

BAIIA ajusté¹⁾

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 42,5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2026, contre 35,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025, soit une hausse de 7,5 millions de dollars, ou 21,3 %. La marge du BAIIA ajusté a diminué pour s'établir à 30,8 %, contre 36,5 % au quatrième trimestre de 2025. La hausse du BAIIA ajusté s'explique en majeure partie par l'augmentation des produits du fait de l'acquisition de Tuneln.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 25 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS.

Pour l'exercice 2026, le BAIIA ajusté s'est chiffré à 160,2 millions de dollars, contre 142,2 millions de dollars pour l'exercice 2025, soit une hausse de 18,0 millions de dollars, ou 12,6 %. La marge du BAIIA ajusté a diminué pour s'établir à 34,0 %, contre 36,8 % pour l'exercice 2025. La hausse du BAIIA ajusté s'explique en majeure partie par l'augmentation des produits découlant des acquisitions de Tuneln, de The Singing Machine et de DMI. Dans les deux cas, le recul de la marge du BAIIA ajusté au quatrième trimestre de 2026 et pour l'exercice 2026 est principalement attribuable à une baisse de la marge brute sur des ventes améliorées découlant des acquisitions de The Singing Machine et de Tuneln.

Charges financières (produits financiers), montant net

(en milliers de dollars canadiens, non audité)	3 mois		12 mois	
	T4 2026	T4 2025	2026	2025
Charges d'intérêts et commissions d'attente	7 936	4 994	22 056	22 645
Pertes (profits) non réalisés sur les instruments dérivés	329	1 010	(4 884)	9 267
Pertes réalisées sur les instruments dérivés	—	—	—	148
Variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle	(787)	349	(3 037)	1 201
Désactualisation des autres passifs	194	242	702	832
Charge d'intérêts à l'égard des obligations locatives	350	278	1 372	1 247
Perte de change	2 595	2 643	1 277	7 076
Charges financières (produits financiers), montant net	10 617	9 516	17 486	42 416

Le montant net des charges financières a augmenté de 1,1 million de dollars, ou 11,6 %, au quatrième trimestre de 2026 pour atteindre 10,6 millions de dollars, contre 9,5 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2025. La hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des charges d'intérêts, contrebalancée en partie par une perte non réalisée moins élevée sur la juste valeur des instruments financiers dérivés.

Pour l'exercice 2026, le montant net des charges financières a diminué de 24,9 millions de dollars, ou 58,8 %, pour s'établir à 17,5 millions de dollars, par rapport à 42,4 millions de dollars pour l'exercice 2025. La diminution est essentiellement attribuable à un profit non réalisé sur la juste valeur des instruments financiers dérivés, contre une perte non réalisée pour la période comparative, à la diminution de la perte de change et à une diminution de la juste valeur des contreparties conditionnelles.

Dépréciation du goodwill et des licences de diffusion

À l'exercice 2026, la société a enregistré une perte de valeur avant impôt hors trésorerie de 64,7 millions de dollars du goodwill et des licences de diffusion de son secteur Radio en raison d'ajustements dans la croissance prévue des bénéficiaires et des flux de trésorerie attribuée au groupe d'unités génératrices de trésorerie (« UGT ») du secteur Radio.

Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens, non audité)	3 mois		12 mois	
	T4 2026	T4 2025	2026	2025
<i>Diffusion et musique pour entreprises</i>				
Coûts d'acquisition	11 382	1 943	15 104	3 170
Frais juridiques	954	2 023	7 443	4 082
Charges de restructuration et autres charges	3 753	(395)	6 651	311
<i>Radio</i>				
Charges de restructuration et autres charges	1 192	558	1 802	980
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges	17 281	4 129	31 000	8 543

L'augmentation des coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres charges pour l'exercice 2026 par rapport à l'exercice 2025 traduit en grande partie les coûts d'acquisition, les charges de restructuration et les services professionnels liés à l'acquisition de Tuneln, un différend relatif à un brevet, ainsi que les indemnités de départ et autres frais associés à la fermeture de deux stations de télévision à Lloydminster.

Impôts

La charge d'impôt se compose des éléments suivants :

(en milliers de dollars canadiens, non audité)	2026	2025
Impôt exigible		
Exercice à l'étude	14 339 \$	13 346 \$
Ajustement lié à des exercices précédents	(318)	668
	14 021	14 014
Impôt différé		
Naissance et renversement des différences temporaires	(7 887)	(658)
Changement des taux d'impôt pratiquement en vigueur	(26)	(6)
Ajustement lié à des exercices précédents	330	(2 368)
	(7 583)	(3 032)
Total de la charge d'impôt	6 438 \$	10 982 \$

Un recouvrement d'impôt de 7,2 millions de dollars a été comptabilisé dans le résultat global au quatrième trimestre de 2026, en comparaison d'une charge d'impôt de 1,0 million de dollars au quatrième trimestre de 2025. Le taux d'impôt effectif pour le quatrième trimestre de 2026 s'est établi à 26,3 % (compte non tenu de la dépréciation du goodwill comptabilisée au quatrième trimestre de l'exercice 2026), en comparaison de 11,3 % pour le quatrième trimestre de 2025. Cette augmentation du taux d'impôt effectif s'explique essentiellement par l'incidence de la variation de la proportion de nos revenus tirés des divers territoires et par la variation des différences permanentes.

Une charge d'impôt de 6,4 millions de dollars a été comptabilisée dans le résultat global pour l'exercice 2026, en comparaison de 11,0 millions de dollars pour l'exercice 2025. Le taux d'impôt effectif pour l'exercice 2026 s'est établi à 29,0 % (compte non tenu de la dépréciation du goodwill comptabilisée au quatrième trimestre de l'exercice 2026), en comparaison de 23,2 % pour l'exercice 2025. Cette augmentation du taux d'impôt effectif s'explique essentiellement par la variation des différences permanentes et par la variation de la provision pour moins-value.

Bénéfice net (perte nette) et bénéfice net (perte nette) par action – dilué

Une perte nette de 64,6 millions de dollars (0,95 \$ par action – diluée) a été inscrite pour le quatrième trimestre de 2026, comparativement à un bénéfice net de 7,7 millions de dollars (0,11 \$ par action – dilué) pour le quatrième trimestre de 2025. La variation s'explique en grande partie par une charge de dépréciation du goodwill et des licences de diffusion de 64,7 millions de dollars, de même que par la hausse des coûts d'acquisition, de la charge d'amortissement et des indemnités de départ découlant de l'acquisition de TunelN, facteurs contrebalancés en partie par un recouvrement d'impôt, en comparaison d'une charge d'impôt à la période correspondante de l'exercice précédent, et par l'augmentation des résultats d'exploitation découlant de l'acquisition de TunelN.

Une perte nette de 28,6 millions de dollars (0,42 \$ par action – diluée) a été inscrite pour l'exercice 2026, comparativement à un bénéfice net de 36,4 millions de dollars (0,53 \$ par action – dilué) pour l'exercice 2025. La variation s'explique en grande partie par une charge de dépréciation du goodwill et des licences de diffusion de 64,7 millions de dollars, par la hausse des charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées du fait d'une augmentation du cours de l'action, ainsi que par la hausse des coûts d'acquisition, de la charge d'amortissement et des charges de restructuration découlant de l'acquisition de TunelN, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des résultats d'exploitation découlant de l'acquisition de TunelN et par un profit non réalisé sur la juste valeur des instruments financiers dérivés.

Bénéfice net ajusté¹⁾ et bénéfice net ajusté par action – dilué¹⁾

Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 20,8 millions de dollars (0,31 \$ par action – dilué) au quatrième trimestre de 2026, comparativement à 18,6 millions de dollars (0,27 \$ par action – dilué) au quatrième trimestre de 2025. Cette hausse reflète principalement la progression des résultats d'exploitation, contrebalancée en partie par la hausse des charges d'intérêts et par la hausse de la charge d'impôt.

Un bénéfice net ajusté de 90,3 millions de dollars (1,33 \$ par action – dilué) a été inscrit pour le cumul de l'exercice 2026, comparativement à 72,7 millions de dollars (1,05 \$ par action – dilué) pour l'exercice 2025. Cette hausse découle essentiellement de l'augmentation des résultats d'exploitation découlant de l'acquisition de TunelN, du recul de la perte de change et de la diminution de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation de la charge d'impôt.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 25 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS.

RENDEMENT DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

DIFFUSION ET MUSIQUE POUR ENTREPRISES

(en milliers de dollars canadiens, non audité)	3 mois			12 mois		
	T4 2026	T4 2025	Variation (en %)	2026	2025	Variation (en %)
Produits	108 767	64 585	68,4	339 160	254 543	33,2
Charges d'exploitation (à l'exclusion de la rémunération fondée sur des actions et des charges liées aux UAP et aux UAD)	71 516	36 457	96,2	213 285	146 902	45,2
BAlIA ajusté¹⁾	37 251	28 128	32,4	125 875	107 641	16,9
Marge du BAlIA ajusté¹⁾	34,2 %	43,6 %	(21,4)	37,1 %	42,3 %	(12,2)

Produits

Au quatrième trimestre de 2026, les produits du secteur Diffusion et musique pour entreprises ont augmenté de 44,2 millions de dollars, ou 68,4 %, passant de 64,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025 à 108,8 millions de dollars. L'augmentation s'explique surtout par la hausse des produits publicitaires et des produits provenant des abonnements attribuables à l'acquisition de Tuneln et par l'augmentation des ventes de matériel en raison de l'acquisition de The Singing Machine, facteurs contrés en partie par l'incidence négative des taux de change.

Pour l'exercice 2026, les produits du secteur Diffusion et musique pour entreprises ont augmenté de 84,6 millions de dollars, ou 33,2 %, pour s'établir à 339,2 millions de dollars, par rapport à 254,5 millions de dollars pour l'exercice 2025. L'augmentation s'explique surtout par la hausse des produits publicitaires attribuable à l'acquisition de Tuneln, par la hausse des produits provenant des chaînes FAST et par l'augmentation des ventes de matériel en raison de l'acquisition de The Singing Machine.

BAlIA ajusté¹⁾

Au quatrième trimestre de 2026, le BAlIA ajusté du secteur Diffusion et musique pour entreprises a augmenté de 9,1 millions de dollars, ou 32,4 %, pour s'établir à 37,3 millions de dollars, comparativement à 28,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025. Cette augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de Tuneln.

Le BAlIA ajusté du secteur Diffusion et musique pour entreprises a augmenté de 18,3 millions de dollars, ou 16,9 %, pour s'établir à 125,9 millions de dollars pour l'exercice 2026, comparativement à 107,6 millions de dollars pour l'exercice 2025. Cette augmentation traduit en majeure partie la hausse des produits et l'incidence des acquisitions de Tuneln, de The Singing Machine et de DMI.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 25 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS.

RADIO

(en milliers de dollars canadiens, non audité)	3 mois			12 mois		
	T4 2026	T4 2025	Variation (en %)	2026	2025	Variation (en %)
Produits	29 058	31 423	(7,5)	132 407	132 348	0,0
Charges d'exploitation (à l'exclusion de la rémunération fondée sur des actions et des charges liées aux UAP et aux UAD)	22 066	22 833	(3,4)	90 918	90 264	0,7
BAIIA ajusté¹⁾	6 992	8 590	(18,6)	41 489	42 084	(1,4)
Marge du BAIIA ajusté¹⁾	24,1 %	27,3 %	(12,0)	31,3 %	31,8 %	(1,5)

Produits

Les produits du secteur Radio proviennent de la vente de temps d'antenne publicitaire, soumis aux fluctuations saisonnières de l'industrie canadienne de la radio. Par conséquent, les résultats du troisième trimestre ont tendance à être les plus élevés d'un exercice financier.

Les produits du secteur Radio se sont établis à 29,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2026, contre 31,4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025, ce qui représente une baisse de 2,3 millions de dollars, ou 7,5 %. Cette régression s'explique en grande partie par la baisse des ventes de temps d'antenne.

Pour l'exercice 2026, les produits du secteur Radio ont enregistré une augmentation de 0,1 million de dollars pour se chiffrer à 132,4 millions de dollars, contre 132,3 millions de dollars pour l'exercice 2025. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation des produits de publicité numérique, contrebalancée en grande partie par la baisse des ventes de temps d'antenne.

BAIIA ajusté¹⁾

Au quatrième trimestre de 2026, le BAIIA ajusté du secteur Radio a diminué de 1,6 million de dollars, ou 18,6 %, pour s'établir à 7,0 millions de dollars, comparativement à 8,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025. Pour l'exercice 2026, le BAIIA ajusté du secteur Radio a diminué de 0,6 million de dollars, ou 1,4 %, pour s'établir à 41,5 millions de dollars, comparativement à 42,1 millions de dollars pour l'exercice 2025. Dans les deux cas, la diminution du BAIIA ajusté s'explique essentiellement par la hausse du coût des ventes découlant de la proportion plus élevée des ventes que représentent les produits tirés du contenu numérique et de la proportion moins élevée des ventes que représentent les produits de temps d'antenne.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 25 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS.

SIÈGE SOCIAL

(en milliers de dollars canadiens, non audité)	3 mois			12 mois		
	T4 2026	T4 2025	Variation (en %)	2026	2025	Variation (en %)
Charges d'exploitation	2 519	5 152	(51,1)	22 939	12 165	88,6
<i>Ajustements :</i>						
Rémunération fondée sur des actions	(134)	(111)	20,5	(236)	(409)	(42,6)
Charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées	(633)	(3 350)	(81,1)	(15 526)	(4 230)	(267,0)
BAlIA ajusté¹⁾	(1 752)	(1 691)	3,6	(7 177)	(7 526)	(4,6)

BAlIA ajusté¹⁾

Le BAlIA ajusté du secteur Siège social reflète les charges d'exploitation du siège social, moins la rémunération fondée sur des actions et les charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées. La hausse du BAlIA ajusté négatif au quatrième trimestre de 2026 se rapporte principalement à une hausse de la rémunération par rapport au quatrième trimestre de 2025. La baisse du BAlIA ajusté négatif à l'exercice 2026 se rapporte principalement à la diminution de la rémunération par rapport à l'exercice 2025.

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 25 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS.

SITUATION DE TRÉSORERIE, SOURCES DE FINANCEMENT ET SITUATION FINANCIÈRE

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 mars 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens, non audité)	2026	2025
Activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte nette)	(28 575) \$	36 440 \$
Ajustements visant ce qui suit :		
Dépréciation du goodwill et des licences de diffusion	64 696	—
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations	38 367	30 750
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	583	233
Profit sur la sortie de contrats de location	(1)	(213)
Perte (profit) sur la sortie de placements	1 614	(845)
Rémunération fondée sur des actions et charges liées aux UAP et UAD	27 801	10 590
Charges d'intérêts et commissions d'attente	22 056	22 645
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(4 884)	9 415
Variation de la juste valeur des placements	20	(54)
Quote-part des résultats du placement dans des coentreprises	(38)	(22)
Quote-part des résultats du placement dans des entreprises associées	757	3 381
Variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle	(3 037)	1 201
Désactualisation des autres passifs	702	832
Charge d'intérêts à l'égard des obligations locatives	1 372	1 247
Charge d'impôt	6 438	10 982
Impôts payés	(11 761)	(14 879)
	116 110	111 703
Variation nette des éléments hors trésorerie liés à l'exploitation	448	(6 663)
	116 558	105 040
Activités de financement		
Augmentation (diminution) des facilités de crédit	183 146	2 870
Remboursement sur la dette subordonnée	—	(25 600)
Versement de dividendes	(21 740)	(20 488)
Rachat et annulation d'actions	(12 853)	(9 146)
Achat d'actions aux termes du régime d'achat d'actions à l'intention des employés	(573)	(326)
Intérêts payés	(23 170)	(23 781)
Frais de financement différés	(972)	(593)
Produit de l'exercice d'options sur actions	6 739	2 935
Remboursement d'obligations locatives	(4 558)	(4 295)
Remboursement d'autres passifs	(4 092)	(4 786)
Dénouement de swaps de taux d'intérêt	—	(148)
	121 927	(83 358)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	(215 501)	(2 489)
Ajout aux placements	(117)	(21)
Ajout aux placements dans des entreprises associées et des coentreprises	(590)	(26)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(7 560)	(7 194)
Acquisition d'immobilisations incorporelles autres que les immobilisations incorporelles développées en interne	(1 624)	(2 680)
Entrée d'immobilisations incorporelles développées en interne	(7 300)	(5 184)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	821	198
	(231 871)	(17 396)
Incidence du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	149	92
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, montant net	6 763	4 378
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	13 984	9 606
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	20 747 \$	13 984 \$
Flux de trésorerie disponibles ajustés¹⁾	102 076 \$	83 611 \$

Note : Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 25 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS.

Activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 35,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2026, en comparaison de 39,7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025. La diminution s'explique en majeure partie par la hausse des frais et des règlements juridiques, et par des charges de restructuration et autres charges plus élevées.

Pour le cumul de l'exercice 2026, les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont établies à 116,6 millions de dollars, par rapport à 105,0 millions de dollars pour l'exercice 2025. La hausse s'explique en grande partie par l'augmentation des résultats d'exploitation, par la variation positive nette des éléments hors trésorerie liés à l'exploitation et par une perte de change moins élevée, facteurs contrés principalement par l'augmentation des frais et des règlements juridiques, et par des charges de restructuration et autres charges plus élevées.

Activités de financement

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement se sont chiffrées à 13,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2026, comparativement à 41,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025. Cette baisse découle essentiellement de l'augmentation des prélèvements sur la facilité de crédit, qui a été partiellement contrebalancée par la hausse des intérêts payés.

Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement se sont chiffrées à 121,9 millions de dollars pour l'exercice 2026, comparativement à des sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement de 83,4 millions de dollars pour l'exercice 2025. La variation traduit en grande partie les prélèvements sur la facilité de crédit dans le cadre de l'acquisition de Tuneln et le remboursement sur la dette subordonnée au cours de la période comparative.

Activités d'investissement

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont établies à 19,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2026, comparativement à 3,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025. L'augmentation traduit essentiellement le montant des passifs payés qui avaient été repris dans le cadre de l'acquisition de Tuneln.

Pour l'exercice 2026, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont établies à 231,9 millions de dollars, comparativement à 17,4 millions de dollars pour l'exercice 2025. Cette augmentation est essentiellement attribuable aux acquisitions de Tuneln et de DMI.

Flux de trésorerie disponibles ajustés¹⁾

Les flux de trésorerie disponibles ajustés dégagés au quatrième trimestre de 2026 se sont élevés à 20,1 millions de dollars, comparativement à 18,4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025. La hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des résultats d'exploitation, contrebalancée en partie par la hausse des intérêts payés et par celle de la perte de change réalisée.

Pour l'exercice 2026, les flux de trésorerie disponibles ajustés se sont élevés à 102,1 millions de dollars, comparativement à 83,6 millions de dollars pour l'exercice 2025. Cette hausse découle en majeure partie de l'augmentation des résultats d'exploitation et de la baisse des impôts payés, facteurs contrebalancés en partie par l'accroissement de la perte de change réalisée.

Variation nette des éléments hors trésorerie liés à l'exploitation

(en milliers de dollars canadiens, non audité)	3 mois		12 mois	
	T4 2026	T4 2025	2026	2025
Créances clients et autres débiteurs	21 495	10 407	(3 407)	(9 856)
Stocks	1 055	834	6 140	2 718
Autres actifs courants	(3 002)	4 534	(3 196)	4 275
Autres actifs non courants	768	(147)	324	671
Créditeurs et charges à payer	(2 402)	2 834	5 214	2 578
Produits différés	(240)	(813)	(1 274)	(3 102)
Impôts à payer	(524)	(863)	(2 327)	(2 883)
Autres créditeurs	730	308	(1 026)	(1 064)
	17 880	39 720	448	(6 663)

Note :

- 1) Mesure non conforme aux IFRS qui n'est pas une mesure financière normalisée. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 25 pour un complément d'information sur chaque mesure non conforme aux IFRS.

Facilités de crédit

Les facilités de crédit sont composées d'une facilité de crédit renouvelable de 500 millions de dollars et d'un emprunt à terme de 150 millions de dollars US \$ (205,6 millions de dollars), tous deux arrivant à échéance le 10 novembre 2029, sur lesquels un montant de 177,5 millions de dollars était disponible au 31 mars 2026. Les sommes prélevées sur les facilités de crédit peuvent être en dollars canadiens sous forme de prêts au taux préférentiel ou de prêts au taux CORRA, en dollars américains sous forme de prêts au taux de base des États-Unis ou de prêts au taux SOFR, en euros sous forme de prêts au taux Euribor, en livres sterling sous forme de prêts au taux SONIA, ou en dollars australiens sous forme de prêts au taux BBSY.

Les facilités de crédit portent intérêt a) au taux préférentiel de la banque (4,45 % et 4,95 % aux 31 mars 2026 et 2025, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou au taux de base des États-Unis si les emprunts sont libellés en dollars américains (7,25 % et 8,00 % aux 31 mars 2026 et 2025, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou b) au taux CORRA (2,27 % et 2,77 % aux 31 mars 2026 et 2025, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou c) au taux SOFR (3,65 % et 4,32 % aux 31 mars 2026 et 2025, respectivement) majoré de la marge applicable fondée sur une clause financière restrictive, ou d) au taux Euribor (1,85 % et 2,55 % aux 31 mars 2026 et 2025, respectivement), au gré de la société.

De plus, la société doit payer des commissions d'attente fondées sur une clause financière restrictive, sur la tranche inutilisée des facilités de crédit (0,37 % pour les exercices clos les 31 mars 2026 et 2025). Les facilités de crédit sont garanties par les filiales et par un privilège de premier rang sur l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles actuelles et futures de la société.

Le prêt à terme de la société est assujéti à des clauses financières restrictives qui lui sont propres, notamment un ratio dette nette/BAIIA maximal de 4,00 pour 1,00 et un ratio de couverture des charges fixes minimal de 1,25 pour 1,00, lesquels ratios sont évalués à chaque date de clôture. Si, à la date de clôture ou avant, la société manquait à une clause restrictive, rendant le prêt à terme remboursable à vue, le passif serait transféré vers les passifs courants.

Les tableaux ci-dessous présentent un sommaire des facilités de crédit :

31 mars 2026 (en milliers de dollars canadiens, non audité)	Crédit total disponible	Capital emprunté	Lettre de crédit	Crédit net disponible
Facilités de crédit engagées				
Facilité renouvelable	500 000 \$	321 742 \$	750 \$	177 508 \$
Facilités à terme	203 911	203 911	—	—
Total – facilités de crédit engagées	703 911	525 653	750	177 508
Moins : coûts de financement différés non amortis		(1 547)		
Solde à la clôture de l'exercice		524 106		
Partie courante		20 914 \$		
Partie non courante		503 192 \$		
31 mars 2025 (en milliers de dollars canadiens, non audité)				
	Crédit total disponible	Capital emprunté	Lettre de crédit	Crédit net disponible
Facilités de crédit engagées				
Facilité renouvelable	500 000 \$	342 507 \$	1 150 \$	156 343 \$
Moins : coûts de financement différés non amortis		(1 142)		
Solde à la clôture de l'exercice		341 365		
Partie courante		— \$		
Partie non courante		341 365 \$		

Au 31 mars 2026, une lettre de crédit se chiffrant à 750 \$ (1 150 \$ en 2025) a réduit le montant disponible sur la facilité renouvelable.

La société doit effectuer des remboursements de capital trimestriels consécutifs correspondant à 2,50 % du montant initial prélevé sur la facilité à terme. Le solde restant sera exigible à la date d'échéance, soit le 10 novembre 2029.

	Remboursements de capital sur la facilité à terme
2027	15 000 \$ US
2028	15 000
2029	15 000
2030	105 000
	150 000 \$ US

Aux 31 mars 2026 et 2025, la société se conformait à toutes les exigences de sa convention de crédit.

Information sur les actions en circulation

Les actions émises et en circulation et les options sur actions en circulation se détaillent comme suit :

	4 juin 2026	31 mars 2026
<i>Actions émises et en circulation</i>		
Actions à droit de vote subalterne	55 067 339	55 159 393
Actions à droit de vote subalterne détenues en fiducie par l'intermédiaire du régime d'achat d'actions à l'intention des employés	(16 708)	(10 236)
Actions à droit de vote multiple	12 941 498	12 941 498
	67 992 129	68 090 655
<i>Options sur actions en circulation</i>		
Options sur actions	1 884 657	1 889 457

La société maintient un régime d'options sur actions pour attirer et maintenir en poste des employés, des administrateurs, des dirigeants et des consultants. Ce régime prévoit l'attribution d'options sur actions à droit de vote subalterne. En vertu du régime, 10 % de la totalité des actions à droit de vote multiple, des actions à droit de vote subalterne et des actions à droit de vote subalterne variable émises et en circulation sur une base non diluée sont réservées aux fins d'émission. Au cours de l'exercice 2026, 1 135 578 options ont été exercées, 99 680 options ont été annulées et aucune option n'a été attribuée à des employés admissibles.

Facteurs de risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque que la société subisse une perte financière inattendue si un client ou une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. Ce risque découle principalement des créances clients et autres débiteurs de la société.

Le risque de crédit de la société provient principalement de ses créances clients. Les montants inscrits dans les états consolidés de la situation financière sont présentés après déduction d'une provision pour risque de crédit attendu que la direction de la société a estimée en se fondant, en partie, sur l'ancienneté du solde spécifique des débiteurs et sur les tendances actuelles et prévues en matière de recouvrement. L'exposition de la société au risque de crédit dépend principalement des caractéristiques propres à chaque client. Habituellement, la société n'exige pas de sûreté ni de garantie de la part de ses clients eu égard aux créances clients. Cependant, le crédit est accordé après évaluation de la solvabilité des clients. De plus, la société passe constamment en revue le crédit de ses clients.

Une provision pour pertes de crédit attendues est conservée pour refléter le risque de perte de valeur relatif aux créances clients en fonction du modèle fondé sur la perte de crédit attendue. Une provision pour créances irrécouvrables est également constituée en fonction des antécédents en matière de recouvrement et du risque précis que présente chaque client.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La société gère son risque de liquidité en assurant une surveillance continue des flux de trésorerie réels et prévus tant dans des conditions normales que sous contrainte. Le conseil d'administration examine et approuve également les budgets d'exploitation et d'investissement, ainsi que toute transaction importante qui ne s'inscrit pas dans le cours normal des activités, notamment des propositions de fusions, des acquisitions et d'autres investissements ou désinvestissements importants.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que des variations des prix de marché, comme les cours des monnaies étrangères, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, influent sur les résultats de la société ou sur la valeur des instruments financiers qu'elle détient. L'objectif de la gestion du risque de marché consiste à gérer et à maintenir l'exposition au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant les rendements.

Risque de change

La société est exposée au risque de change en raison des ventes et des charges qui sont libellées dans des monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de ses filiales, soit essentiellement le dollar américain (« \$ US ») et l'euro (« EURO »). Par ailleurs, la conversion, aux taux de change en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle des filiales de la société accentue les variations du bénéfice. L'incidence de cette conversion est présentée en tant que profit ou perte de change aux états consolidés du résultat global.

Par la gestion de son risque de change, la société cherche à limiter son exposition nette aux flux de trésorerie en monnaies étrangères en transigeant, dans la mesure du possible, avec des tiers dans les devises susmentionnées, étant donné que ce type de transaction tiendra lieu de couverture économique naturelle pour chacune de ces monnaies.

Les tableaux ci-dessous présentent le sommaire des contrats de change à terme et des options en vigueur au 31 mars 2026 :

(en milliers de dollars canadiens, non audité)

Échéance	Type	Taux de change contractuel	Montant contractuel	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 31 mars 2026	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 31 mars 2025
De 0 à 12 mois	Vente en \$ US	1,3372 – 1,3635	24 000 \$	(493) \$	(1 821)
De 13 à 24 mois	Vente en \$ US	1,3292 – 1,3836	24 000	(509)	(848)
			48 000 \$	(1 002) \$	(2 669)

(en milliers de dollars canadiens, non audité)

Échéance	Type	Taux de change contractuel	Montant contractuel	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 31 mars 2026	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 31 mars 2025
Options					
De 0 à 12 mois					
Contrat à terme avec ratio	Vente en \$ US	1,4100	3 750 à 4 500 \$	— \$	(74)
Contrat à terme avec cible	Vente en \$ US	1,3865 – 1,4800	500 à 24 000	(414)	(25)
Contrat à terme avec clause de mémoire et de participation	Vente en \$ US	1,4610	500 à 12 000	—	(48)
			500 à 24 000 \$	(414) \$	(147)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La société détient la majeure partie de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie dans des comptes portant intérêt à des taux inférieurs à 3 %. Par conséquent, sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie ne sont pas exposés de façon importante aux fluctuations des flux de trésorerie futurs découlant des variations des taux d'intérêt du marché. Les équivalents de trésorerie se composent de dépôts à terme dont l'échéance initiale ne dépasse pas trois mois et sont, par conséquent, également exposés au risque de taux d'intérêt eu égard à leur juste valeur. Toutefois, le risque lié à la juste valeur n'est pas important, compte tenu de l'échéance relativement rapprochée de ces instruments.

La facilité de crédit est un instrument à taux d'intérêt variable qui échoit à plus d'un an. Cet instrument est exposé aux variations des taux d'intérêt futurs, lesquelles pourraient faire fluctuer les flux de trésorerie dans l'avenir. La société a conclu les swaps de taux d'intérêt suivants dans le but de gérer son exposition au risque de taux d'intérêt :

(en milliers de dollars canadiens, non audité)

Échéance	Monnaie	Taux d'intérêt fixe (le cas échéant)	Valeur nominale initiale	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 31 mars 2026	Actifs (passifs) évalués à la valeur de marché au 31 mars 2025
Swap					
27 septembre 2030	CAD	3,355 %	140 000	(3 047)	(5 966)
29 septembre 2028	CAD	3,300 %	30 000	(728)	(1 257)
			170 000	(3 775)	(7 223)
Tunnel de taux d'intérêt					
31 décembre 2027	CAD	2,75 % - 4,17 %	101 955	35	—
				(3 740) \$	(7 223) \$

États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens, non audité)

	31 mars 2026	31 mars 2025
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 747 \$	13 984 \$
Créances clients et autres débiteurs	128 323	82 574
Impôts à recevoir	1 915	773
Stocks	3 983	2 496
Charges payées d'avance et acomptes	21 133	13 597
	176 101	113 424
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	34 497	35 389
Actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location	20 986	16 561
Immobilisations incorporelles, exclusion faite des licences de diffusion	226 387	53 827
Licences de diffusion	252 621	273 017
Goodwill	274 819	309 690
Placements	4 648	5 807
Autres actifs non courants	3 166	3 599
Actifs d'impôt différé	33 838	5 344
Total des actifs	1 027 063 \$	816 658 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Facilités de crédit	20 914 \$	— \$
Créditeurs et charges à payer	163 268	84 532
Dividende à verser	5 789	5 108
Produits différés	8 178	6 846
Obligations locatives courantes	5 309	3 918
Autres passifs courants	13 871	8 238
Impôts à payer	5 645	4 545
	222 974	113 187
Passifs non courants		
Facilités de crédit	503 192	341 365
Produits différés	34	184
Obligations locatives	17 998	14 879
Autres passifs	14 773	19 005
Passifs d'impôt différé	56 550	61 204
Total des passifs	815 521	549 824
Capitaux propres		
Capital social	294 545	292 273
Surplus d'apport	4 252	5 672
Déficit	(100 654)	(42 754)
Cumul des autres éléments du résultat global	13 399	11 643
Total des capitaux propres	211 542	266 834
Total du passif et des capitaux propres	1 027 063 \$	816 658 \$

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

La société utilise des mesures et des ratios non conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs des mesures supplémentaires pour évaluer et mesurer sa performance et sa situation financière d'une période à l'autre. La société estime qu'il s'agit de mesures supplémentaires importantes qui éliminent les éléments ayant moins d'incidence sur la performance de ses activités principales et pouvant potentiellement fausser l'analyse des tendances de sa performance et de sa situation financière. Elle utilise également des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des performances financières d'une période à l'autre, pour préparer les budgets et les prévisions annuels et pour déterminer les composantes de la rémunération de la direction. La société estime que ces mesures financières non conformes aux IFRS s'ajoutent aux mesures financières préparées conformément aux IFRS pour permettre aux investisseurs d'évaluer les résultats de la société, sa performance sous-jacente et ses perspectives d'avenir d'une manière similaire à celle de la direction.

Les mesures financières non conformes aux IFRS présentées ci-après ne sont pas des mesures du bénéfice ni des flux de trésorerie reconnues par les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et elles n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont priés de noter que les mesures financières non conformes aux IFRS ne doivent pas être interprétées comme des substituts du bénéfice net établi selon les IFRS en tant qu'indicateurs de notre rendement, ni des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation en tant que mesures de la trésorerie ou des flux de trésorerie.

BAlIA ajusté

La société estime que le BAlIA ajusté fournit aux investisseurs des informations utiles, car il s'agit d'une mesure courante dans le secteur et qu'il s'agit également d'une mesure clé de la performance financière de la société, sans la variation causée par les incidences des éléments détaillés ci-dessous, car il fournit une indication de la capacité de la société à saisir les occasions de croissance de manière rentable, à financer ses activités courantes et à servir sa dette à long terme. Il s'entend du bénéfice avant les charges financières nettes (les produits financiers nets), les impôts, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, la rémunération fondée sur des actions, la charge liée aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et aux unités d'actions différées, la variation de la juste valeur des placements, la dépréciation du goodwill et des licences de diffusion, la quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées et des coentreprises, la perte (le profit) sur la sortie de placements, les autres produits de même que les coûts d'acquisition, les frais juridiques, les charges de restructuration et les autres charges. La société estime que le BAlIA ajusté est une mesure importante pour l'analyse de sa rentabilité, abstraction faite des décisions relatives au financement, des éléments hors trésorerie, des stratégies fiscales et des coûts liés aux acquisitions et à la restructuration. La société présente également cette mesure non conforme aux IFRS puisqu'elle est d'avis que celle-ci est couramment utilisée par les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées en tant que mesure de la performance financière.

Marge du BAlIA ajusté

La marge du BAlIA ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qu'utilise la direction pour analyser la rentabilité de la société et faciliter la comparaison entre les périodes. Elle correspond au BAlIA ajusté d'une période donnée, divisé par les produits de cette période. La société estime que la marge du BAlIA ajusté est une mesure importante pour l'analyse de sa rentabilité, abstraction faite des décisions relatives au financement, des éléments hors trésorerie, des stratégies fiscales et des coûts liés aux acquisitions et à la restructuration. La société présente également ce ratio non conforme aux IFRS puisqu'elle est d'avis que celui-ci est couramment utilisé par les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées en tant que mesure de la performance financière.

Flux de trésorerie disponibles ajustés

Les flux de trésorerie disponibles ajustés sont une mesure non conforme aux IFRS qu'utilise la direction pour évaluer la trésorerie générée compte tenu des dépenses d'investissement et des sorties de trésorerie qui soutiennent les activités de la société. Il s'agit d'une mesure utile qui démontre la trésorerie disponible pour procéder à des acquisitions d'entreprises, verser des dividendes et réduire la dette. En outre, la direction y a recours pour indiquer la solidité financière et la liquidité de la société. Elle s'entend du montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, diminué des dépenses d'investissement, des intérêts payés, du remboursement d'obligations locatives, de la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés à l'exploitation ainsi que des pertes ou profits non réalisés sur change, abstraction faite des coûts d'acquisition, des frais juridiques et des charges de restructuration et autres charges. Voir la rubrique Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure financière conforme aux IFRS la plus facilement comparable.

Flux de trésorerie disponibles ajustés par action – dilués

Les flux de trésorerie disponibles ajustés par action s'entendent des flux de trésorerie disponibles ajustés d'une période donnée, divisés par le nombre moyen pondéré d'actions de base ou d'actions après dilution. La direction a recours à cette mesure parce qu'elle constitue un indicateur de la solidité financière et de la liquidité par action de la société et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes de présentation de l'information financière.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation par action – dilués

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation par action – dilués s'entendent des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour une période donnée, divisés par le nombre moyen pondéré d'actions après dilution.

Bénéfice net ajusté

Le bénéfice net ajusté est une mesure non conforme aux IFRS utilisée par la direction comme autre mesure de la rentabilité de la société, puisqu'il fournit des indicateurs de la performance utiles. La société estime que le bénéfice net ajusté est utile aux investisseurs, car il permet de repérer les tendances sous-jacentes des activités de la société qui pourraient autrement être masquées par certaines radiations, charges, produits ou recouvrements qui peuvent varier d'une période à l'autre. La société estime que le bénéfice net ajusté est une mesure importante, car elle montre des résultats stables, ce qui permet aux utilisateurs des états financiers de mieux évaluer la trajectoire de rentabilité de l'entreprise. Il est obtenu en retranchant du bénéfice net les profits ou pertes non réalisés sur les instruments financiers dérivés, l'amortissement des immobilisations incorporelles, les profits ou pertes liés à la variation de la juste valeur des placements, la rémunération fondée sur des actions, les charges liées aux unités d'actions attribuées en fonction de la performance et les unités d'actions différées, la dépréciation du goodwill et des licences de diffusion, la quote-part des résultats des placements dans des entreprises associées et des coentreprises, la perte (le profit) sur la sortie de placements, les autres produits et les coûts d'acquisition, les frais juridiques, les charges de restructuration et autres charges, et l'incidence fiscale de ces ajustements. Voir la rubrique *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure financière conforme aux IFRS la plus facilement comparable.

Bénéfice net ajusté par action – dilué

Le bénéfice net ajusté – dilué est un ratio non conforme aux IFRS utilisé par la direction pour évaluer la performance financière par action après dilution et pour faciliter la comparaison entre les périodes. Le bénéfice net ajusté par action – dilué s'entend du bénéfice net ajusté d'une période donnée, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions après dilution.

BAIIA ajusté DDM

Le BAIIA ajusté des douze derniers mois (DDM) est une mesure non conforme aux IFRS qui représente le BAIIA ajusté d'un trimestre donné, additionné du BAIIA ajusté des trois trimestres précédant immédiatement ce trimestre de référence. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté DDM est une mesure utile de la performance financière de la société pour les douze derniers mois.

BAIIA ajusté pro forma

Le BAIIA ajusté pro forma est une mesure non conforme aux IFRS qui correspond au BAIIA ajusté DDM, compte tenu du BAIIA ajusté des acquisitions réalisées pour les mois précédant ces acquisitions, du montant estimé des synergies sur le plan des produits et des économies de coûts découlant de ces acquisitions. De plus, le BAIIA ajusté pro forma tient compte de l'incidence sur douze mois de ces importantes mesures de réduction des coûts, des mesures de restructuration, ainsi que des nouvelles embauches dans l'équipe des ventes des divisions dont la croissance est la plus rapide. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté pro forma offre aux investisseurs un indicateur financier utile pour l'appréciation et l'évaluation de la performance financière de la société entre les périodes, en tenant compte de l'incidence des acquisitions et des initiatives de réduction de coûts, en présumant que celles-ci sont survenues à l'ouverture de l'exercice, de même que de l'incidence de certains événements autrement non récurrents. La société présente également cette mesure non conforme aux IFRS puisqu'elle est d'avis que celle-ci est couramment utilisée par les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées en tant que mesure de la performance financière.

Les ajustements pour arriver au BAIIA ajusté pro forma sont basés sur des estimations et des hypothèses faites par la direction qui sont intrinsèquement incertaines, bien qu'elle les considère comme raisonnables, et soumises à des incertitudes et à des éventualités commerciales, économiques et concurrentielles importantes, qui sont toutes difficiles à prévoir et dont beaucoup sont indépendantes de notre volonté. Le BAIIA ajusté des acquisitions pour les mois précédant ces acquisitions est basé sur les livres et les registres internes dont dispose la direction et a été déterminé conformément à la définition utilisée par la société. Les montants excluent certaines charges non récurrentes qui ont été ou seront engagées dans le cadre de ces acquisitions, y compris les honoraires nécessaires pour réaliser les acquisitions. Les mesures de réduction des coûts et de restructuration reposent sur certaines estimations et hypothèses et ne doivent pas être considérées comme une représentation par la société ou toute autre personne que la société atteindra ces résultats. Le BAIIA ajusté pro forma est présenté à titre d'information uniquement et ne prétend pas représenter les résultats de la société si les acquisitions avaient été effectuées par la société à l'ouverture de la période présentée. Cette mesure n'est pas non plus destinée à projeter les résultats pour toute date ou période future. Par conséquent, le lecteur doit faire preuve de prudence dans l'interprétation de cette mesure financière et ne doit pas s'y fier indûment.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure non conforme aux IFRS qui correspond aux facilités de crédit, y compris leur partie courante, et à la dette subordonnée de la société, diminuées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de la société. La direction s'en sert pour surveiller le montant de la dette à une date donnée, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et en tant qu'indicateur de la situation financière globale de la société.

Ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma

Le ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond à la dette nette, divisée par le BAIIA ajusté pro forma. La société estime que le ratio dette nette/BAIIA ajusté pro forma est une mesure importante pour analyser sa capacité à rembourser sa dette sur une base annualisée, compte tenu du BAIIA ajusté annualisé, des synergies découlant des acquisitions et des mesures durables de réduction de coûts effectuées au cours des 12 derniers mois.